

Repères institutionnels et conceptuels

ACC: analyse contextuelle commune

Analyse du contexte, réalisée en commun par les différents acteurs non gouvernementaux de la coopération belge intervenant dans un pays, afin de déterminer la stratégie de développement commune qu'ils vont y mener.

Acodev

En Belgique francophone et germanophone, fédération des ONG de coopération au développement accréditées, qui joue un rôle d'interface entre celles-ci et l'administration (DGD).

Aide liée

L'aide liée désigne les dons ou prêts de l'APD pour lesquels les marchés sont limités à des entreprises du pays donateur ou d'un groupe restreint de pays. En d'autres mots, l'aide est dite « liée » lorsque son utilisation est dépendante de l'obligation d'acheter des biens ou des services auprès des entreprises du pays ou groupe de pays qui fournit l'aide.

AI: acteur institutionnel

Organisation fondée ou accréditée par un pouvoir public et contrôlée par lui. Les AI actuellement subventionnés par la coopération sont les universités, hautes écoles et institutions scientifiques; les villes et communes; des asbl des communautés et régions (APEFE-VVOB).

Aide fantôme

Aide qui peut être comptabilisée comme de l'APD selon les critères de l'OCDE, mais qui ne contribue pas aux objectifs de développement durable des pays du Sud.

APD: aide publique au développement

Ensemble des dons et des prêts à conditions favorables accordés par des organismes publics aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

B-Fast: Belgian First Aid and Support Team

Organe gouvernemental de mise en œuvre de l'aide d'urgence.

BIO-Invest

Société belge d'investissement pour les pays en développement avec la compétence d'appui de la coopération belge au secteur privé dans le Sud.

Blending ou financement mixte

C'est l'utilisation des financements de l'APD pour la mobilisation de fonds supplémentaires via le secteur privé en faveur du développement durable dans les pays en développement.

CAD : Comité d'aide au développement

Comité de l'OCDE dont la Belgique est membre de qui réalise notamment des examens périodiques de l'APD de ses membres par leurs pairs (*pair reviews*).

CNCD-11.11.11 : Centre national pour la coopération au développement

En Belgique francophone, coupole qui fait valoir face au monde politique les préoccupations d'organisations actives dans le domaine de la coopération au développement, informe le public et finance en partie des programmes grâce à la récolte de fonds.

Coopération au développement

En Belgique, elle s'opérationnalise par le biais de quatre canaux distincts.

Premièrement, la *coopération bilatérale directe (ou gouvernementale)* est réalisée entre deux États. En Belgique, ce sont les actions menées par les institutions fédérales, régionales ou communautaires avec un pays tiers. Chacune dispose de sa propre administration garante de la politique en matière de coopération au développement et de ses propres agences de mise en œuvre.

Deuxièmement, la *coopération bilatérale indirecte (ou non gouvernementale)*, exécutée par deux types d'acteurs : les acteurs institutionnels (AI) et les organisations de la société civile (OSC). Les premiers regroupent des services (para)publics fonctionnels administrés, en tout ou en partie, par les pouvoirs publics. Les seconds, c'est l'ancrage sociétal qui les caractérise. Ils regroupent les organisations non gouvernementales (ONG) agréées par les pouvoirs publics, les mutuelles et les instituts de coopération syndicale.

Troisièmement, la *coopération multilatérale* concerne les actions ou les programmes financés par la Belgique, mais exécutés par des agences ou institutions supranationales comme celles relevant des Nations unies, de la Banque mondiale ou l'Union européenne.

Enfin, la Belgique peut également compter sur un *quatrième pilier* qui repose sur les différentes formes d'engagement volontaire de citoyens ordinaires, dans la coopération au développement comme des mouvements de jeunes, des associations de quartier, des groupes scolaires, etc. Abordée sous un angle moins normatif, la distinction se pose surtout sous l'aspect de la professionnalisation avec, d'un côté, les acteurs qui se positionnent comme des « professionnels du développement » dont les équilibres budgétaires dépendent en grande partie de subsides publics et, de l'autre, les acteurs porteurs d'initiatives populaires de solidarité internationale qui n'ont pas une reconnaissance officielle et qui ne revendiquent pas nécessairement ce statut de « professionnel ».

CSC : cadre stratégique commun

Ensemble des choix stratégiques effectués conjointement par les acteurs de la coopération non gouvernementale dans un pays à partir d'une analyse contextuelle.

CTB : Coopération technique belge

Agence d'exécution fédérale de la politique de développement jusqu'en 2018, remplacé ensuite par Enabel.

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement

Sous l'égide de l'OCDE en 2005, elle a mis en avant cinq principes pour rendre l'aide plus efficace.

GD: Direction générale du développement

Administration fédérale de la coopération au développement en Belgique.

DIB's: Development Impact Bonds

Financement de programmes de développement avec de l'argent d'investisseurs privés qui en attendent un bénéfice, payé par un tiers, si le programme est couronné de succès.

DSRP: documents stratégiques de réduction de la pauvreté

ENABEL: Agence belge de développement

Remplace la CTB à partir de 2018.

ECMS: éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire

Nouvelle appellation de l'éducation au développement.

FBSA: Fonds belge pour la sécurité alimentaire

Instrument de financement additionnel au budget de la coopération, lancé par le Parlement, d'appui aux projets de sécurité alimentaire des populations vulnérables en Afrique subsaharienne.

FIABEL: Fédération des acteurs institutionnels belges

Regroupe les acteurs institutionnels partenaires privilégiés de la coopération belge au développement.

NGO-Federatie

En Flandre, fédération des ONG de coopération au développement accréditées, qui joue un rôle d'interface entre celles-ci et l'administration (DGD).

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

Rassemble les trente-quatre États industrialisés se réclamant des valeurs du libéralisme politique et économique.

OMD: objectifs du millénaire pour le développement

Cadre opérationnel de la Déclaration du millénaire (ONU, 2000).

ODD: objectifs de développement durable

Prolongement et correction des OMD (ONU, 2012)

ONG: organisation non gouvernementale

OSC: organisation de la société civile

PMA: pays les moins avancés

Catégorie regroupant les pays (47 actuellement) qui présentent des indices de développement (revenus par habitant, espérance de vie, taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes, diversification économique) parmi les plus faibles.

PPP: partenariat public-privé

Screening

Analyse de performance en matière de gestion, qui a été appliquée aux ONG.